

ment révoltante; l'Europe civilisée attendait mieux d'une jeune république qui aurait dû compter parmi ses premiers devoirs l'abolition de la peine de mort, surtout en matière politique. Nous n'hésitons donc pas à dire que l'assentiment donné par Bolivar à ces vengeances froidement ordonnées, est une tache sur sa vie, tache ineffaçable et qui suffit, à elle seule, pour jeter un vernis fâcheux sur le caractère de ce héros du nouveau monde.

Le Pérou se trouva de nouveau plongé dans la situation la plus déplorable, et l'on put craindre sérieusement le retour de l'anarchie. Ces appréhensions devinrent plus vives et plus générales, quand on apprit que Bolivar avait résolu pour la seconde fois de quitter le pays. Il avait annoncé son départ pour le 3 août, et cette nouvelle avait répandu l'alarme parmi les classes aisées de la capitale, car elles redoutaient les orages populaires qui éclateraient nécessairement à cette occasion. Les partisans d'un *gouvernement fort* firent tous leurs efforts pour décider le dictateur à revenir sur sa détermination, et usèrent de toute leur influence sur les masses pour obtenir leur coopération. Si l'on en croit les journaux de Lima, dont la vérocité pourrait, à la rigueur, être révoquée en doute, les autorités municipales, l'armée, le clergé, tous les corps constitués, les femmes les plus respectables de la capitale, les paysans des provinces, tous, d'un commun accord, par voie de députations ou de pétitions, supplièrent le Libérateur, dans les termes les plus servilement adulateurs, de rester au milieu d'eux; suivant les mêmes journaux, quand Bolivar eut cédé à ces flatteuses importunités, la ville retentit de bruyantes acclamations, les cloches des églises, mises tout à coup en branle, firent entendre toute la nuit de joyeux carillons; et un bal magnifique termina cette série de démonstrations. Nous ne savons jusqu'à quel point on peut considérer comme sincères des manifestations provoquées et préparées par les courtisans et les familiers de Bolivar; ce

qu'il y a de certain, c'est que la conduite du Libérateur dans ces conjonctures, ces adieux au Pérou deux fois annoncés et deux fois ajournés, ce départ résolu à deux reprises et à deux reprises contremandé, sont de nature à éveiller dans l'esprit de l'historien impartial le soupçon d'hypocrisie, surtout s'il fait entrer dans la balance la comédie jouée par les flatteurs du héros et l'exagération significative des sentiments populaires. S'il est vrai, comme l'affirme M. Miller, que les acteurs les plus zélés et les plus utiles de cette comédie aient été largement récompensés, il ne peut rester le moindre doute sur le véritable rôle qu'on doit attribuer à Bolivar dans cette espèce de parade, indigne d'un homme aussi haut placé par ses antécédents et par sa réputation. Ajoutons, comme argument non moins puissant, que, dès le lendemain du jour où le Libérateur consentit à se laisser faire violence, le collège électoral de la province et celui de la capitale résolurent d'adopter la constitution bolivienne et de proclamer Bolivar président à vie. Cet exemple, qui faisait espérer au dictateur le triomphe de ses plus chères préoccupations, fut bientôt suivi par les collèges des autres provinces; celui de Tarapaca fit seule exception. La menace de quitter le pays réussit merveilleusement, comme on voit, à Bolivar; elle lui valut ce que l'active propagande de ses amis n'avait pu obtenir du peuple péruvien, l'acceptation sans condition d'une charte dont les bases avaient d'abord paru peu conformes aux principes d'un gouvernement démocratique.

Ce fut dans ces entrefaites que le Libérateur reçut la nouvelle de troubles graves qui avaient éclaté dans la Colombie, troubles occasionnés par la désobéissance du général Paez à l'autorité du gouvernement central. Jugant avec raison que sa présence était nécessaire sur le théâtre de ces désordres, il quitta le Pérou et se rendit immédiatement à Bogota, laissant le général Santa-Cruz à la tête du gouvernement.

Bolivar parut et tout rentra dans l'ordre autour de lui. Une amnistie générale compléta la pacification de la Colombie. L'habile générosité dont il fit preuve dans cette crise difficile fait ressortir ce que sa politique avait eu de blâmable dans l'affaire de la conspiration de Lima. Le pardon accordé au rebelle Paez rend encore plus odieux le supplice du lieutenant Aristabal.

Nous ne devons pas omettre ici un fait qui jette un jour éclatant sur les arrière-pensées de Bolivar et qui justifie les défiances éveillées dans l'esprit des citoyens de Lima par les tendances du code bolivien : le dictateur profita de la réaction qui s'était opérée en sa faveur dans la Colombie, pour tâcher de faire adopter dans cette république sa charte de prédilection. Il voulait que la législation politique, tombée un beau jour de sa plume, régît toute cette vaste région qui s'étend de Potosi à l'Orénoque. La Bolivie, le Pérou et la Colombie auraient formé une confédération placée sous l'autorité d'un président unique, qui, bien entendu, n'aurait été autre que Bolivar. Malheureusement pour l'ambition du Napoléon américain, le code bolivien était aussi impopulaire dans la Colombie qu'au Pérou, et les efforts des amis du dictateur ne purent modifier, à cet égard, le sentiment populaire, qui persista à repousser la charte bolivienne.

Le 9 décembre 1826, jour anniversaire de la victoire d'Ayacucho, eut lieu dans les provinces du Pérou la prestation du serment à la constitution de Bolivar; vaine formalité, et qui ne pouvait rien contre les répugnances du peuple. Le moment était même venu où le ressentiment des masses ne pouvait rester plus longtemps comprimé. A peine Bolivar eut-il quitté Lima, que le mécontentement de la population fit explosion de toutes parts. Les Péruviens avisèrent, dès ce moment, à se débarrasser et de la constitution et des troupes colombiennes. Le colonel Bustamante, jeune Colombien plein de courage et d'audace, donna le signal de l'insurrection.

Dans la nuit du 26 janvier 1827, il se rendit, à la tête de quelques hommes déterminés, au domicile des généraux Lara et Sands, et les arrêta dans leurs lits ainsi que plusieurs autres officiers des troupes étrangères connus pour leurs sentiments hostiles. Bustamante avait préparé un vaisseau dans le port du Callao et y fit embarquer sur-le-champ pour Guayaquil les officiers prisonniers. Les ministres, frappés d'épouvante, donnèrent leur démission, et un nouveau cabinet fut aussitôt formé; mais Santa-Cruz, qui se trouvait en ce moment dans la capitale, fut maintenu à la tête du gouvernement. Il est à remarquer que les journaux péruviens, en annonçant cette brusque révolution, parlaient avec respect de Bolivar, mais applaudissaient néanmoins à la résolution prise par l'administration nouvelle de mettre un terme à toute *intervention étrangère* dans les affaires du Pérou. On reconnaissait donc enfin que le peuple avait eu raison de réclamer l'éloignement des troupes colombiennes.

Le nouveau gouvernement était impatient de voir les étrangers quitter la république; mais il y avait à cela une difficulté : on devait à ces troupes un certain arriéré de solde et le trésor était vide. On parvint à réunir 200,000 dollars, dont les trois quarts furent distribués aux Colombiens; le reste servit au transport de ces auxiliaires du Callao à Guayaquil, où le colonel Bustamante les conduisit, dans le mois de mars 1827.

Alors la réaction, un moment comprimée par la présence de Bolivar et de ses soldats privilégiés, se manifesta dans toute son énergie. Les Péruviens déclarèrent d'une voix presque unanime que le code bolivien leur avait été imposé par la ruse et la force, que leur bonne foi avait été surprise, que les collèges électoraux n'avaient pas eu qualité pour voter l'adoption de cette constitution, qu'un congrès général avait seul le pouvoir de décider la forme de gouvernement à laquelle le pays devait se soumettre. En conséquence, on décréta de nouvelles élec-

tions et la formation d'un congrès qui se réunit à Lima le 24 juin. La charte antirépublicaine de Bolivar fut dédaigneusement répudiée, et le général La Mar fut élu président de la république, avec don Manuel Salazar y Baquijano pour vice-président. Suivant M. Miller, la nomination de La Mar causa une satisfaction générale et fut universellement considérée comme un événement des plus heureux. Le Pérou était donc perdu pour Bolivar. On a accusé les Péruviens d'ingratitude; mais quand on considère l'obstination déraisonnable avec laquelle le Libérateur chercha à faire adopter sa constitution aristocratique, si l'on tient compte surtout de la résistance qu'il ne cessa d'opposer à ceux qui réclamaient l'éloignement des troupes boliviennes, on reconnaîtra que ce fut en grande partie par sa faute qu'il perdit l'affection des populations péruviennes. Si l'on fait aussi la part de la fougue populaire qu'aucun obstacle n'arrêtait plus, depuis le départ des soldats étrangers, on s'expliquera la brusquerie, et même l'espèce de brutalité avec laquelle Bolivar fut dépouillé de son autorité suprême et presque relégué au rang des ennemis du Pérou. Pour quiconque a étudié les vicissitudes des révolutions, cet événement n'a rien que de naturel.

Le nouveau président ne répondit pas à toutes les espérances que sa nomination avait fait concevoir. Trop exclusivement préoccupé de son désir de concilier tous les partis, il prêta une oreille complaisante à certains bruissements politiques qui lui conseillaient de prendre une attitude militaire formidable, afin d'intimider la Colombie et de prévenir ses usurpations. Au lieu de réduire l'effectif de l'armée active, ce qui aurait singulièrement diminué les charges publiques, il le porta à 12,000 hommes; or, les revenus de l'Etat se trouvant alors insuffisants pour la solde et l'entretien d'un aussi grand nombre de troupes, il fallut avoir recours à des augmentations successives d'impôts, et même à des extorsions qui appauvrirent les contri-

buables et portèrent un coup funeste à la popularité du général La Mar.

Cet accroissement de forces militaires n'était que le prélude indispensable d'un événement plus important. Les rapports du Pérou et de la Colombie étaient devenus si équivoques, qu'il était facile de prévoir une rupture prochaine. La guerre fut déclarée; elle le fut par les Péruviens et avec des circonstances qui aggravaient leurs torts. Dans une proclamation furibonde, datée de Tambo-Grande, 12 octobre 1828, La Mar s'efforça de rejeter tous les torts, et surtout celui de l'agression, sur Bolivar; il l'appela *l'ennemi juré de l'indépendance péruvienne; le contempteur des droits de la nation; le seul homme qui voulût imposer le despotisme aux Américains*. « Le général Bolivar, ajoutait le président, en s'adressant à ses soldats, a osé nous déclarer la guerre, et sa présence sur les frontières a été le signal de la lutte. Vous vaincrez les esclaves insolents qui l'accompagnent dans cette entreprise fratricide; vous vengerez les outrages faits à votre honneur; vous punirez les insultes prodiguées à la république. » Un pareil langage était déjà coupable vis-à-vis de l'homme qui avait donné l'indépendance au Pérou; il l'était doublement dans la bouche du successeur de Bolivar, du premier magistrat d'une nation. Répréhensible par la forme, cette déclaration d'hostilités l'était bien autrement par ses motifs. Le gouvernement péruvien accusait la Colombie de s'être liguée avec la république de Bolivie pour envahir le Pérou, et rien ne justifiait cette grave imputation. C'était, au contraire, l'armée péruvienne qui avait occupé le territoire bolivien, alors que le général Sucre se bornait à prendre des mesures de précaution à peu près insignifiantes. Le véritable mobile de la conduite de La Mar était le désir de s'emparer de Guayaquil et d'en faire un port péruvien; voilà la cause secrète de la guerre. Quant à la Colombie, son principal grief était le non-paiement des 3,595,000 dollars que lui devait le Pérou pour

la généreuse assistance qu'elle lui avait prêtée dans la lutte de l'indépendance. A ces motifs de rupture, il faut ajouter l'implacable animosité qui régnait entre les Colombiens et les Péruviens, animosité essentiellement nationale, instinctive, sans fondement raisonnable, mais plus énergique et plus vivace que celle qui avait si longtemps existé entre ces mêmes peuples et les Espagnols. Toutefois, comme ces haines populaires ne justifient pas des actes semblables à celui dont il s'agit, la responsabilité et le blâme de cette guerre impie doivent retomber sur le gouvernement péruvien. Le reproche d'ingratitude, dont nous avons cherché à le laver tout à l'heure, lui revient de droit dans cette circonstance, et ce sera une tache éternelle pour le Pérou d'avoir tiré l'épée contre des voisins, contre des frères qui l'avaient si puissamment aidé à conquérir l'indépendance et la liberté.

Aussitôt que la déclaration de guerre du Pérou fut connue, Bolivar marcha sur Popayan avec 10,000 hommes, dont 3,000 furent détachés pour aller défendre Guayaquil contre l'escadre de l'amiral Guise; précaution inutile, car, le 21 janvier 1828, cette ville se rendit à l'amiral péruvien. L'armée du Pérou envahit alors le territoire colombien. Le 25 février, eut lieu à Tarqui, près de Siron, dans la province de Quito, une bataille sanglante dans laquelle, malgré la plus vigoureuse résistance, l'armée péruvienne fut presque entièrement détruite. Le lendemain, les commissaires désignés par les deux généraux ennemis posèrent les bases des préliminaires de paix. Les principales clauses étaient: 1° que les forces militaires du Pérou, cantonnées dans le nord du pays, seraient réduites au pied de garnison; 2° que des commissaires spéciaux détermineraient les frontières des deux républiques, en prenant pour base la division politique des vice-royautés de Lima et de la Nouvelle-Grenade, telles qu'elles étaient constituées en août 1809; 3° que le gouvernement péruvien ferait honneur à sa dette envers

l'armée colombienne pour les services de cette dernière dans la guerre de l'indépendance; 4° qu'aucune des deux républiques n'interviendrait dans les affaires intérieures de sa voisine, et qu'en outre, l'indépendance de la Bolivie serait respectée par elles; 5° que, le traité une fois ratifié, le gouvernement des Etats-Unis de l'Amérique du Nord serait prié de garantir l'exécution de ces clauses, en qualité de médiateur. La modération de ces stipulations sera remarquée par tout le monde; elle fait honneur aux vainqueurs de Tarqui, et l'on doit reconnaître que Bolivar donna, dans cette conjoncture, une leçon de générosité et de fraternité à ses adversaires.

Cependant la réaction qui s'était opérée à Lima contre l'influence colombienne, et qui avait amené la déclaration de guerre, avait eu son contre-coup dans la Bolivie. Ce n'était pas assez pour le gouvernement péruvien d'avoir expulsé les troupes étrangères du territoire de la république, il consentit encore à appuyer un parti anticolombien qui s'était formé dans l'Etat voisin. Bien que le général Sucre eût été nommé président de la Bolivie par le choix libre et spontané de la nation, ratifié par le congrès; bien que la condition imposée par lui de garder auprès de sa personne 2,000 soldats colombiens, eût été acceptée sans contestation, néanmoins la fierté nationale des Boliviens ne souffrait qu'avec peine la présence des troupes auxiliaires, et ils résolurent d'accélérer le moment où ils devaient en être délivrés. Le parti révolutionnaire sollicita et obtint l'assistance du gouvernement péruvien. Un corps de troupes fut chargé, sous le commandement du général Gamarra, de coopérer avec les mécontents, mesure qui fut justement reprochée au cabinet de Lima, et dont il fut puni comme il le méritait. Sucre fit une résistance énergique, et quoique blessé au bras, dans une rencontre, il n'en continua pas moins à combattre les troupes coalisées. Malgré ses efforts héroïques, il finit par perdre du terrain; enfin abandonné par ses

anciens courtisans, et écrasé par des forces supérieures, le président capitula et s'embarqua pour regagner son pays natal. Ainsi tomba le vainqueur d'Ayacucho, le véritable libérateur de la Bolivie; mais du moins sa chute fut honorable et digne de lui. En arrivant au Callao, il s'empressa d'offrir ses services au cabinet péruvien pour essayer d'aplanir les différends qui s'étaient élevés entre les gouvernements de Lima et de Colombie. Cette offre généreuse fut malheureusement repoussée. Dès son arrivée à Quito, il fut nommé par Bolivar chef supérieur des départements méridionaux de la Colombie, et ce fut en cette qualité qu'il eut l'honneur de dicter les termes du traité si modéré dont nous avons rappelé les principales stipulations.

Tandis que l'influence de Bolivar était à jamais perdue dans le Pérou et dans la Bolivie, une conspiration républicaine se tramait contre sa personne dans la Colombie. Il n'entre pas dans notre sujet de faire le récit détaillé de cet événement; nous ne le mentionnons même que pour achever de prouver le peu de magnanimité de Bolivar envers ses ennemis personnels. On se rappelle la sévérité avec laquelle furent châtiés par son ordre, ou du moins avec son assentiment, les conspirateurs de Lima; sa conduite à Bogota, après la découverte de la conjuration, complète la démonstration, car l'échafaud se dressa pour plusieurs des coupables et les autres furent condamnés à un long exil. Le général Santander fut seul gracié; et il dut sa commutation à des motifs particuliers qui auraient pu faire croire, s'il avait été exécuté, que Bolivar avait vengé d'anciennes injures. Ces sanglantes représailles contre des ennemis désarmés, alors qu'il s'agissait de punir une attaque personnelle, prouvent que le caractère de Bolivar n'était pas exempt de cette espèce de barbarie qui, prenant sa source dans l'égoïsme, est la compagne ordinaire de l'ambition. On eût aimé à le voir pardonner à des adversaires vaincus, et à l'en-

tendre prononcer ces paroles d'indulgence qui sont si bien placées dans la bouche d'un grand homme; le sang versé par son ordre, pour se délivrer des plus fougueux démocrates, crie contre lui d'autant plus énergiquement qu'en le faisant couler, il n'obéissait à aucune exigence de politique générale ni même à aucun intérêt de dynastie future.

A partir de l'époque à laquelle notre récit est parvenu, le Pérou et la Bolivie ont été agités par des désordres qui, jusqu'à ce jour, n'ont rien produit de grand ni de stable dans ces deux républiques. Guerre contre la Colombie, guerre contre le Chili, guerre entre la Bolivie et le Pérou, factions turbulentes et sanguinaires au dedans, diminution de la richesse publique, anarchie complète dans le pouvoir et dans la nation, temps d'arrêt dans les progrès de l'esprit humain, bouleversement des institutions; tel est le spectacle qu'ont offert depuis une douzaine d'années les deux États qui font l'objet de ce résumé historique. Nous ne voulons pas nous engager dans le dédale de ces événements, trop pitoyables et en même temps trop imperceptibles pour mériter la plus légère mention. L'historien se complait au récit des choses qui frappent l'imagination par leurs proportions grandioses, ou qui, petites en elles-mêmes, ont produit des résultats importants; mais il dédaigne les faits microscopiques et les personnages mirimons qui agitent les États sans même réussir à les révolutionner.

Nous passerons donc sous silence, et nos lecteurs nous en sauront gré, les temps qui s'écouleront immédiatement après la conclusion du traité de paix entre la Colombie et le Pérou, traité qui, pour le dire en passant, ne fut pas ratifié par le congrès de Lima. Nous en ferions autant pour les dernières années de l'existence des deux républiques, si cette récente période n'avait pas vu s'accomplir dans ces contrées un notable changement politique et une nouvelle division de territoire. Sous ce rapport, on ne peut

refuser une mention particulière aux événements dont une partie de l'Amérique du Sud a été le théâtre durant cette phase de son histoire.

Nous trouvons, dans le voyage de M. du Petit-Thouars autour du monde, un résumé aussi clair que complet des faits auxquels nous faisons ici allusion; et nous croyons ne pouvoir mieux faire que de citer ce fragment tout entier.

« Si le général Santa-Cruz, après la conquête du Pérou, eût remis le pouvoir au général Orbegoso, véritable président de cette république, ou que, par son influence, l'assemblée législative eût été convoquée légalement pour procéder à une nouvelle élection, il eût acquis une plus grande renommée, des droits à la reconnaissance du Pérou; peut-être aussi eût-il obtenu la cession du port d'Arica à la Bolivie, cession de la plus haute importance pour les relations commerciales et pour la prospérité de cette contrée. Mais, dans cette circonstance comme toujours, les événements et l'intérêt privé l'ont emporté sur les plus sages résolutions. Le général Santa-Cruz, frappé sans doute de la division des esprits, de l'indifférence apparente des peuples en matière de gouvernement, ou, cédant peut-être à de funestes inspirations, a provoqué une nouvelle division du territoire de l'ancienne vice-royauté du Pérou en trois États, pour les réunir ensuite en un seul corps politique sous la dénomination de *confédération pérou-bolivienne*, dont le protectorat, qu'il ambitionnait, lui fut offert par les assemblées nationales de ces États et qu'il s'empressa d'accepter. Cependant cette nouvelle division du Pérou ne satisfaisait personne; elle n'était que le résultat d'insinuations calculées pour servir l'ambition du général Santa-Cruz, tout en donnant à cette manifestation la forme d'un vœu national, ce qui ne flattait pas moins son amour-propre que ses intérêts. La Bolivie se regardait comme sacrifiée aux intérêts du Pérou et craignait de voir le siège du gouvernement s'établir à

Lima; elle craignait encore de perdre sa nationalité et son importance politique. L'État de Lima voyait avec peine que le Cuzco en eût été séparé; il se sentait humilié par les derniers événements et il souffrait avec peine la prépondérance acquise, à ses dépens, par la Bolivie. L'État de Cuzco était le seul peut-être dont les intérêts ne fussent pas trop froissés; à raison des relations de commerce qui existent entre cette partie du Pérou et la Bolivie, ces relations ne pourront que gagner par une union plus intime des deux pays. Cependant là, comme dans les autres parties de la confédération, un sentiment de mécontentement paraissait dominer toutes les classes de la société et semblait présager un avenir orageux à ce nouvel établissement politique.

« La qualité d'étranger au Pérou était d'ailleurs, pour le général Santa-Cruz, un obstacle presque insurmontable au succès de son entreprise; la guerre déclarée par le Chili augmentait encore les embarras de sa position.

« Pour faire mieux connaître la situation des affaires, à notre arrivée au Pérou, et l'origine de la confédération, il est nécessaire de remonter dans le passé jusqu'à l'avènement du général Orbegoso à la présidence. Ce général, nommé président provisoire de la république par la convention nationale réunie à Lima au mois de décembre 1833, eut à lutter, dès l'aurore de son pouvoir, contre la sédition militaire. Soutenu, néanmoins, par l'opinion publique, il parvint à ressaisir les rênes du gouvernement et à rétablir l'autorité constitutionnelle. Sorti triomphant des difficultés sous lesquelles il croyait succomber, le général Orbegoso n'écoula que sa reconnaissance pour l'armée, et oublia tout ce que le pays venait d'éprouver de malheurs par suite de la coupable ambition des chefs de cette armée. Loin donc de l'affaiblir, ce qu'une bonne politique conseillait, il l'augmenta au contraire, et il éleva aux premiers grades des hommes dange-

reux par leur caractère turbulent et par leur absence de foi politique. Parmi ces derniers se trouvait en première ligne Salaberry qui, à peine promu au généralat, éleva ses regards jusqu'au fauteuil de président. La faiblesse et les imprudences du général Orbegoso mécontentèrent l'armée; les journaux, travaillés et publiés sous une influence désorganisatrice, ébranlèrent l'opinion, et le gouvernement, sans force, devint la proie facile du premier ambitieux qui voulut s'en saisir. Salaberry se présenta; de l'intérieur du fort de Callao, méconnaissant l'autorité constitutionnelle du pays, il se déclara chef suprême du Pérou. Toute l'armée se rangea sous ses drapeaux, et le général Orbegoso, abandonné par les Péruviens, crut devoir appeler à son aide le président de la Bolivie. La ville d'Aréquipa, la seconde du Pérou par son importance, resta seule fidèle; ce fut dans son sein que s'organisa la défense, et ce fut contre elle aussi que se dirigèrent tous les efforts de Salaberry. Le général Orbegoso, en implorant dans sa détresse l'assistance du président de la Bolivie, ne voulait cependant point admettre une intervention illimitée de la part de cet auxiliaire; il désirait avoir un allié et non un maître. Il voulait que les troupes boliviennes fussent aux ordres d'un général péruvien. Mais le général Santa-Cruz se refusa à des conditions dont il savait mieux que personne calculer les conséquences; il n'échappa point à son esprit fin et prévoyant qu'une fois le danger passé et Salaberry vaincu, on pourrait lui rendre ses troupes et le renvoyer à une autre époque pour le dédommagement stipulé; il voulut donc profiter de ses avantages, et ne pouvant réussir avec Orbegoso, il traita avec Gamarra, s'obligea à lui fournir armes et argent, et celui-ci s'engagea de son côté à proclamer la fédération au Pérou. En effet, le général Gamarra, ex-président de ce pays, sortant de son exil en Bolivie, se présenta aux forces péruviennes réunies dans le sud de la république à Puno et à Cuzco; ces troupes,

placées sous les ordres d'officiers qui, anciennement, lui étaient dévoués, se déclarèrent en sa faveur et le reconnurent comme chef. Aussitôt qu'Orbegoso, réduit dans Aréquipa à la situation la plus désespérée, fut instruit des menées et des intelligences de Santa-Cruz avec Gamarra, et de l'entrée de ce dernier sur le territoire du Pérou, il fit taire ses scrupules, et plutôt que de voir le pays entre les mains de son plus cruel antagoniste, il accepta toutes les conditions de Santa-Cruz et son intervention illimitée.

« Par le traité du 15 juin 1835, que les deux présidents conclurent alors, et en vertu duquel le général Santa-Cruz intervint directement dans les affaires du Pérou, il fut arrêté qu'aussitôt la sédition apaisée et l'ordre rétabli au Pérou, la convocation de deux assemblées constituantes aurait lieu; que les députés des quatre départements du sud du Pérou se réuniraient à Sicuani et ceux des quatre départements du nord à Huaura, à l'effet de délibérer sur la forme d'une nouvelle organisation politique et sur les bases à donner à ce nouvel état social pour en assurer l'existence; le général Santa-Cruz, d'ailleurs, se rendit caution de l'exécution des mesures qui seraient arrêtées par ces assemblées.

« Les Péruviens et les Boliviens se réunirent donc sous les ordres de Santa-Cruz pour réprimer la rébellion et pour que ce nouveau chef en recueillît tous les avantages. Les victoires de Janococha et de Socabaya, remportées par lui sur les généraux Gamarra et Salaberry, la délivrance de Lima, la soumission des villes de Callao et de Truxillo, amenée par le général Orbegoso, compriment la révolution et permirent enfin le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité. Ce fut dans ces circonstances que se réunirent les assemblées constituantes de Sicuani et de Huaura, pour délibérer sur le sort du pays. La première assemblée décréta, le 17 mars 1836, qu'à l'avenir les départements d'Aréquipa, de Cuzco, d'Ayacucho et de Puno, for-

meraient un État indépendant qui porterait le nom de *Pérou du Sud*; la seconde assemblée décida, le 11 août de la même année, que les départements des Amazonas, de Libertad, de Junin et de Lima, formeraient un second État indépendant sous le nom de *Pérou du Nord*. L'une et l'autre de ces assemblées manifesta alors le projet de se confédérer entre elles et avec la république de Bolivie, en établissant, comme condition préalable, qu'elles choisiraient le général Santa-Cruz comme le chef de la confédération; qu'il serait autorisé par les statuts à administrer et à compléter la confédération, et comme la Bolivie, composée des départements de Chuquisaca, de Cochabamba, de Potosi, de la Paz-de-Ayacucho, d'Oruro, de Santa-Cruz, et de la province de Tarija, y compris le littoral de Cobija, avait déclaré à l'avance l'intention de se confédérer avec le Pérou, le 28 octobre 1836, le général Santa-Cruz, paraissant céder aux vœux des populations, exprimés par ces assemblées, proclama la confédération établie, et convoqua la réunion des plénipotentiaires des trois États en congrès, pour délibérer sur les statuts de cette alliance fédérale; le travail fait et arrêté par ce congrès a été depuis le nom de *pacte de Tacna*. »

Cette transformation du Pérou n'a pas été la dernière. L'ancienne division politique en deux États a été rétablie. Les deux républiques nous paraissent destinées à traverser de longues années d'orages et de calamités. L'esprit de sédition, d'intrigue et d'anarchie, y est si violemment déchainé, que la tranquillité ne s'y rétablira pas de sitôt. Cependant, s'il faut dire ici toute notre pensée, nous croyons que ces jeunes démocraties, quelque précaire que paraisse aujourd'hui leur avenir, finiront par s'organiser d'une manière durable. Le noviciat de la liberté leur aura coûté cher; mais le principe au nom duquel elles ont levé le drapeau de l'indépendance sortira sain et sauf de cette crise formidable.

Aussi, tout en déplorant les désor-

dres scandaleux qui troublent ces malheureuses nations, tout en détournant même les yeux avec quelque dégoût du triste et pitoyable spectacle qu'elles présentent, depuis plusieurs années, aux regards des hommes politiques, nous nous sentons pour elles une sympathie mêlée de confiance et d'espoir. Si l'on songe, un seul instant, aux périodes de guerre, d'agitation et de faiblesse que certains États européens ont eue à traverser pour arriver à une organisation tant soit peu stable, on sera plus disposé à l'indulgence envers les républiques américaines qui sont presque nées d'hier, et, par conséquent, n'ont pas encore reçu le double baptême du temps et de l'expérience.

L'extrait suivant d'une lettre publiée tout récemment dans un journal français donnera une idée suffisante de la situation des deux États au moment où nous terminons cette notice :

« Les derniers navires arrivés d'Amérique, apportent des nouvelles importantes du Pérou et surtout de la Bolivie. Tandis que la république péruvienne languit dans un état affligeant de désordre et d'anarchie, causé par les ambitions rivales de quelques généraux qui sacrifient la tranquillité publique à leurs vues d'élévation personnelle, la Bolivie, au contraire, voit s'affermir de jour en jour l'ordre public et le repos, depuis la victoire brillante et décisive remportée par son jeune et digne président, le général Ballivian. A la suite de cette victoire, a été conclu, il y a près d'une année, le traité de Puna qui assure de grands avantages à la nation bolivienne. A la faveur de la paix désormais consolidée, on établit des fabriques, l'industrie est protégée et prend un libre essor; la situation financière, très-améliorée, permet non-seulement de pourvoir aux dépenses ordinaires, mais aussi d'ouvrir de nouvelles voies de communication, d'assurer le bon entretien des routes et d'encourager plusieurs entreprises utiles.

« Le général Ballivian se dévoue, avec un zèle éclairé et une activité infatigable, à tout ce qui intéresse le

bien-être du pays. Au départ des bâtimens qui ont apporté ces nouvelles, il était dans la capitale, Chuquisaca, où sa capacité administrative lui acquiert les mêmes titres à l'estime de ses concitoyens que lui avaient donnés ses exploits militaires, quand il était à la tête de l'armée. Parmi les mesures qu'il a proposées et qui sont adoptées, il en est une qui nous paraît très-importante et liée étroitement aux projets formés depuis longtemps pour mettre la Bolivie en communication directe avec l'Europe par l'Atlantique. Ces projets ont été, si nous sommes bien informés, le sujet d'une conversation entre le roi des Français et don Pajos, naturel indien, descendant des Incas, consul général de la Bolivie à Londres, dans une audience particulière à laquelle ce dernier a été admis. L'une des mesures qui se rapportent à ce but, est la construction très-prochaine d'une route militaire depuis les Andes orientales jusqu'à la rivière de Madera, l'un des affluents du fleuve des Amazones qui a plus de 800 lieues de cours à travers des régions encore peu connues. L'exécution de ce beau travail promet un avenir heureux et très-bril-

lant à la Bolivie, qui aspire à se créer de nombreux débouchés pour les productions très-abondantes et variées de son vaste et riche territoire.

« Cette prospérité croissante d'un des États de l'intérieur du grand continent de l'Amérique du Sud, qui est destiné à établir des relations suivies, réciproquement avantageuses, avec l'Europe, et surtout avec la France et avec l'Angleterre, ne peut que fixer l'attention sérieuse des gouvernemens et des principales maisons de commerce de ces deux pays. »

Il y a certainement de l'exagération dans cette peinture de la situation de la Bolivie; toutefois nous savons positivement que cette république est dans des conditions de tranquillité et de bien-être relatifs qui lui donnent une grande supériorité sur sa voisine. La Bolivie est destinée à guider sa sœur jumelle dans la voie de la liberté et de la prospérité; et l'on verra peut-être la civilisation marcher du midi au nord, comme au temps où Manca Capac quitta les bords d'un lac du Sud pour aller soumettre à des institutions régulières les peuplades barbares du Pérou septentrional.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

MEXIQUE.

- Situation du Mexique, 2 a.
 Traits physiques les plus remarquables de ce pays; plateau d'Anahuac et de Mechoacan; description de la chaîne de montagnes la plus importante qui traverse le Mexique, 2 a et b.
 Volcans de cette chaîne, 2 b.
 Division de la chaîne; examen géologique de ses diverses branches; autres volcans, 3 a et b.
 Distribution des végétaux; division du climat en trois zones, 4 a et b.
 Productions végétales, 5 a.
 Fleuves et lacs, 5 b.
 Description de la vallée de Mexico ou de Tenochtitlan, 6 a.
 Quelle fut sa population primitive, et en général la population primitive de l'Amérique, 7 a.
 Tribus autochtones du Mexique; les Toltèques; la civilisation d'une partie du Mexique précéda l'arrivée de ce peuple; cette civilisation est indigène, 8 a et suivantes.
 Les Toltèques perfectionnèrent l'industrie et augmentèrent les connaissances des peuples de l'Anahuac; forme de leur gouvernement; origine et extinction de la monarchie toltèque; loi singulière établie par les souverains de cette famille, 9 a.
 Tula, capitale des Toltèques. Quel fut le point de départ des Toltèques. Causes de la destruction de ce peuple, 9 b.
 Invasion des Chichimeques; ils sont suivis de sept autres tribus, 10 a et b.
 Migration des Acolhués; fusion de cette tribu avec celle des Chichimeques, 11 a.
 Mort et funérailles du premier souverain de la race chichimeque, *ibid.*
 Texcoco devenue l'Athènes de l'Anahuac, 11 b.
 Récit de la migration des Aztèques dans l'Anahuac, 11 a et suiv.
 Commencemens de Mexico; jardins flottans, 13 a.
 Trait de fanatisme barbare, 13 b.
 Le gouvernement des Aztèques devient monarchique et électif. Acamapitzin est nommé roi, 14 a.
 Huitzilhuil succède à Acamapitzin; heureux résultats de son règne, 15 a.
 Chimalpópoca succède à Huitzilhuil; l'empire des Acolhués passe entre les mains des Tépánèques. Le roi des Aztèques est jeté en prison par ordre de Maxtlaton. Il se suicide en 1423, 15 b.
 Itzcoatl est nommé roi, quoique né d'une esclave; il déclare la guerre au roi des Tépánèques. Le peuple promet aux nobles, s'ils reviennent vainqueurs, de se livrer entièrement à eux; telle fut l'origine de l'esclavage au Mexique, 16 a.
 Les Mexicains sont victorieux; il en résulte pour l'empire nouveau un notable accroissement de puissance et de prospérité. Mort d'Itzcoatl, 16 b.
 Avènement de Moctézuma. Conquêtes de ce souverain. Inondation de Mexico (1448). La famine et la peste se joignent à ce fléau pour décimer les habitans de la capitale. Construction des fameuses digues. Le pouvoir royal se fortifie. Répression du vol et de l'ivrognerie, 16 b et 17 a.
 Mort de Moctézuma. Axajacatl, son cousin, le remplace sur le trône. Ses conquêtes. Prise de Tlatelolco et mort tragique du souverain de cette ville, 17 b.
 Mort de Nezahualcojotl, roi de Texcoco. Noble caractère de ce prince poète; son humanité; ses lois favorables à la civilisation, 18 a et suiv.
 Le roi des Mexicains pousse ses conquêtes jusqu'aux frontières du Mechoacan. Il meurt en 1477, 19 b.
 Règne de Tizoc, qui meurt empoisonné, et est remplacé par son frère Ahuitzotl (1482), *ibid.*
 Construction du Téocali de Mexico. Inauguration de ce temple. Soixante-douze mille prisonniers sont égorgés. Tremblement de terre; nouvelle inondation. Ahuitzotl pousse ses conquêtes jusqu'au Guatemala. Il meurt en 1502, 19 b et 20.
 Election de Moctézuma II. Son caractère.